

Conseil d'Etat	-	Raad van State
LEGISLATION	-	- WETGEVING
L.		
6 AVR. 1949		
Transmis à M. <i>Lucien</i>		
Overgemaakt aan de H. <i>Coordination</i>		

C.E.	-	R.S.
Entrée		Binnen
6 AVR. 1949		
No		
COORD.		

L.261/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 15 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant et complétant l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946, relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs des entreprises agricoles, a donné en sa séance du 30 mars 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15 Maart 1949 verzocht door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg hem van advies te dienen over een ontwerp van Regentsbesluit tot wijziging en aanvulling van het Regentsbesluit van 5 November 1946, in zake toepassing der besluitwet dd. 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en werknemers der landbouwondernemingen, heeft ter zitting van 30 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui répond aux intentions du gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor, die beantwoordt aan de inzichten van de regering, zoals die hem werden medegedeeld.

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 5 NOVEMBRE 1946
RELATIF A L'APPLICATION DE L'ARRETE-LOI DU 28 DECEMBRE 1944,
CONCERNANT LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS, AUX EMPLOYEURS
ET TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES AGRICOLES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, modifié par les
arrêtés-lois des 20 mars et 3 août 1945, et 6 septembre 1946, con-
cernant la sécurité sociale des travailleurs, et notamment l'arti-
cle 2, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945, modifié par
les arrêtés du Régent des 31 mars et 4 septembre 1945, 8 février
et 7 septembre 1946 et 27 mai 1948, concernant le fonctionnement
de l'Office national de sécurité sociale;

Vu l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946, modifié par
l'arrêté du Régent du 15 août 1947, relatif à l'application de
l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale
des travailleurs, aux employeurs et travailleurs des entreprises
agricoles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la
Prévoyance sociale et du Ministre de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

L'article 3 de l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946
relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, con-
cernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et
travailleurs des entreprises agricoles, est complété par la dis-
position suivante :

" 6° lorsqu'il s'agit de personnes qui ne sont occupées qu'occa-
sionnellement dans une entreprise agricole, c'est-à-dire lorsque

" la durée de cette occupation ne dépasse pas, au cours d'un trimestre, six jours ouvrables sans interruption au service d'un même employeur, ou dix-huit jours ouvrables au total au service d'un ou de plusieurs employeurs."

Article 2 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 3 bis ainsi conçu :

" Article 3 bis. - Les dispositions des articles 5, § 3, 7 et 8 du présent arrêté ainsi que celles des articles 8 et 9 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 précité ne sont pas applicables aux ouvriers engagés spécialement pour un travail de nature saisonnière."

Article 3 -

Il est inséré dans le même arrêté un article 8 bis, un article 8 ter et un article 8 quater ainsi conçus :

" Article 8 bis - L'employeur qui engage spécialement un ouvrier pour un travail de nature saisonnière, sans intervention du service public de placement du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires ou d'un service gratuit de placement agréé, doit signaler au Bureau régional du Fonds dans les formes prescrites par l'Office national de sécurité sociale tous renseignements intéressant le travailleur engagé et notamment, dans les quatorze jours ouvrables, la date du début et de la fin du contrat.

Celui qui engage spécialement un ouvrier pour un travail de nature saisonnière, à l'intervention du service public de placement du Fonds ou d'un service gratuit de placement agréé, n'est astreint à cette formalité que lorsque le contrat prend fin. Le service agréé est tenu de notifier au Fonds, dans les formes prescrites par l'Office national de sécurité sociale, les engagements conclus à son intervention.

Article 8 ter - Le montant des cotisations dues par l'employeur pour les ouvriers visés à l'article précédent est établi par l'Office national de sécurité sociale d'après les renseignements qui lui sont communiqués par les bureaux régionaux du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

" Pour l'application de l'article 1er, 1° de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 précité, les jours à prendre en considération sont, en l'espèce, tous les jours ouvrables compris entre le début et la fin du contrat quelle qu'ait été la durée des prestations au cours de chacun de ceux-ci.

Le versement des cotisations doit être effectué par l'employeur à l'Office des chèques postaux au crédit de l'Office national de sécurité sociale, au plus tard le quatorzième jour qui suit celui de l'envoi d'un avis de débit par ce dernier.

Article 8 quater - § 1er - L'employeur qui n'aura pas accompli dans le délai imparti par l'article 8 ter du présent arrêté les formalités prescrites par ce même article sera redevable d'une majoration de cotisations fixée à 500 francs par dix ouvriers ou fraction de ce nombre.

§ 2 - L'employeur qui n'aura pas effectué le versement des cotisations visées à l'article 8 ter du présent arrêté dans le délai imparti par cette disposition sera redevable d'une majoration de cotisations fixée à 10 p.c. du montant de celles-ci. Cette majoration sera portée à 20 p.c. si le versement n'est pas effectué le quarante-cinquième jour qui suit l'envoi de l'avis de débit. En outre, à dater du quarante-sixième jour qui suit cet envoi, il sera dû par l'employeur en défaut, à l'Office national de sécurité sociale, un intérêt de retard calculé au taux de 5 p.c. l'an sur le montant global des cotisations impayées et des majorations prévues au présent article.

En cas de force majeure dûment justifiée, l'Office peut renoncer au paiement des dites majorations et intérêts de retard

§ 3 - Les organismes visés à l'article 11 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 précité qui n'opéreront pas le transfert des cotisations visées au § 1er du présent article, versées par les employeurs affiliés, dans les cinq jours de la date à laquelle les employeurs eussent dû effectuer eux-mêmes le versement, seront tenus de payer à l'Office une indemnité fixée à 10 francs par affilié."

Article 4 -

L'article 2 du même arrêté du Régent est abrogé.

Article 5 -

Le présent arrêté entre en vigueur le

Article 6 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre de l'Agriculture,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 5 NOVEMBER 1946 IN ZAKE TOEPASSING DER BESLUITWET DD. 28 DECEMBER 1944, BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID DER ARBEIDERS, OP DE WERKGEVERS EN WERKNEMERS DER LANDBOUWONDERNEMINGEN

- - - - -

KAREL, Prins van België,

Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944, gewijzigd bij de besluitwetten van 20 Maart en 3 Augustus 1945 en 6 September 1946, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en inzonderheid op artikel 2, alinea 2;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Januari 1945, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 31 Maart en 4 September 1945, 8 Februari en 7 September 1946 en 27 Mei 1948, betreffende de werking van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid;

Gelet op het besluit van de Regent van 5 November 1946, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 15 Augustus 1947 in zake toepassing der besluitwet dd. 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en werknemers der landbouwondernemingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 3 van het besluit van de Regent van 5 November 1946 in zake toepassing der besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en de werknemers der landbouwondernemingen, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" 6° wanneer het lieden betreft, die slechts bij gelegenheid in een landbouwonderneming zijn tewerkgesteld, dat wil zeggen wanneer de duur van de tewerkstelling in de loop van een kwartaal niet meer bedraagt dan een ononderbroken periode van zes werkdagen in dienst van eenzelfde werkgever, of een totaal van achttien werkdagen in dienst van een of meer werkgevers".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 3 bis ingevoegd luidend als volgt:

"Artikel 3 bis.- De bepalingen van de artikelen 5, § 3, 7 en 8 van dit besluit, evenals die van de artikelen 8 en 9 van het voornoemd besluit van de Regent van 16 Januari 1945, zijn niet van toepassing op de arbeiders die speciaal voor een als seizoenarbeid op te vatten werk aangeworven zijn".

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit worden een artikel 8bis, een artikel 8ter en een artikel 8quater ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 8bis.- De werkgever, die een arbeider speciaal aanwerft voor een als seizoenarbeid op te vatten werk, buiten tussenkomst van de openbare plaatsingsdienst van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen of van een kosteloze erkende plaatsingsdienst, moet aan het gewestelijk bureau van het Steunfonds, in de vormen voorgeschreven door de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, alle inlichtingen mededelen met betrekking op de aangeworven arbeider en namelijk, binnen veertien werkdagen, de datum van aanvang en einde van het contract.

.../...

Hij die een arbeider speciaal aanwerft voor een als seizoenarbeid op te vatten werk, door tussenkomst van de openbare plaatsingsdienst van het Steunfonds of van een kostenloze erkende plaatsingsdienst, is tot deze formaliteit enkel gehouden wanneer het contract een einde neemt. De erkende dienst is gehouden, in de vormen voorgeschreven door de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, de verbintenissen die door zijn toedoen werden gesloten, aan het Steunfonds kenbaar te maken.

Artikel 8 ter. - Het bedrag der bijdragen, door de werkgever verschuldigd voor de bij het voorgaand artikel bedoelde arbeiders, wordt door de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid vastgesteld, volgens de inlichtingen die hij medegedeeld krijgt van de gewestelijke bureau's van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen.

Voor de toepassing van artikel 1, 1° van het voornoemd besluit van de Regent van 16 Januari 1945 zijn de in aanmerking te nemen dagen, ten deze, alle werkdagen begrepen tussen de aanvang en het einde van het contract, welke ook de duur mocht geweest zijn van de prestaties in de loop van elk dier dagen.

De storting van de bijdragen moet door de werkgever worden gedaan bij het Postcheckkambt op het credit van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, uiterlijk de veertiende dag volgend ^{op} die, waarop het debetbericht door deze laatste werd verstuurd.

Artikel 8 quater. - § 1. De werkgever, die binnen de termijn opgelegd bij artikel 8 ter van dit besluit de bij dit zelfde artikel voorgeschreven formaliteiten niet heeft vervuld, is een bijdragevermeerdering verschuldigd, die vastgesteld is op 500 frank per tien arbeiders of per breuk van dit getal.

§ 2. De werkgever, die de storting der bij artikel 8 ter van dit besluit bedoelde bijdragen niet binnen de bij deze bepaling opgelegde termijn verricht heeft, is een bijdragevermeerdering verschuldigd, vastgesteld op 10 t.h. van het bedrag van die bijdragen. Deze vermeerdering wordt op 20 t.h. gebracht, indien de storting niet gedaan wordt de vijf

.../...

en veertigste dag die volgt op de verzending van het debetbericht. Bovendien is de werkgever, die in gebreke is gebleven, van de zes en veertigste dag na de verzending, aan de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid een interest van verwijl verschuldigd, berekend tegen 5 t.h. 's jaars op het globaal bedrag der onbetaalde bijdragen en der bij dit artikel bedoelde vermeerderingen.

In geval van behoorlijk verantwoorde overmacht mag de Rijksdienst de betaling van de vermeerderingen en verwijlinteressen verzaken.

§ 3. De instellingen bedoeld bij artikel 11 van voornoemd besluit van de Regent van 16 Januari 1945, die binnen vijf dagen te rekenen van de datum waarop de werkgevers zelf de storting hadden moeten doen, de overdracht der bij § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, gestort door de aangesloten werkgevers niet verrichten, zijn gehouden aan de Rijksdienst een vergoeding te betalen, vastgesteld op 10 frank per aangeslotene".

Artikel 4.-

Artikel 2 van hetzelfde besluit van de Regent is opgeheven.

Artikel 5.-

Dit besluit treedtin werking.

Artikel 6.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te, , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Landbouw,

Etaient présents:

Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de
législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,